

## Les militaires français appliquent les règles strictes de sécurité

L'ambassadeur de France ne dit rien, les ONG se font discrètes, le général de Villiers passe son commandement comme prévu. L'enlèvement des deux Français n'a pas suspendu le temps, à Kaboul.

e ne souhaite pas, je ne peux pas, je ne veux pas m'exprimer sur cette affaire concernant les deux ressortissants français. L'ambassadeur de France en Afghanistan ne prononce même pas le mot « enlèvement ». Il l'a reconnu, hier, devant une dizaine de journalistes : il a reçu des consignes du Quai d'Orsay. Lorsqu'il évoque devant ces mêmes journalistes quelques progrès de la sécurité dans le pays, le propos sonne tout de même étrangement.

De son côté, le général Pierre de Villiers qui, sous l'autorité de l'Isaf (Force internationale de sécurité en Afghanistan), commande depuis quatre mois la région militaire de Kaboul (RC-C), et qui remet, aujourd'hui même, ce commandement à un général turc, ne cache rien : « Je ne suis pas du tout concerné par cette affaire, ni de près ni de loin, d'abord parce que cela ne s'est pas passé dans la zone dont j'ai la responsabilité, mais dans la zone néerlandaise, ensuite parce que ce type de dossier est traité directement par notre gouvernement, en lien avec notre ambassadeur à Kaboul. » Cet enlèvement ne changera rien pour les militaires français sur place : « Ils continueront leur mission, en respectant les mêmes règles strictes de sécurité lors des déplacements – patrouilles, escortes ou opérations – hors du camp de Warehouse où est

implanté le RC-C », indique le général de Villiers.

### “ Nous ne changeons rien ”

Si, dans la grande région de Kaboul, sous contrôle français depuis huit mois, les incidents (menaces directes contre les militaires du RC-C) ont diminué par rapport à l'année dernière, on sait que dans le sud et l'est du pays, les combats continuent, parfois d'une extrême violence, entre des insurgés (talibans ou non) et les troupes américaines et afghanes réunies. Thomas, responsable de la mission en Afghanistan de « Solidarités aides humanitaires d'urgence » (\*) n'hésite pas à dire, lui, que « depuis un peu plus d'un an, la sécurité se dégrade aussi dans le nord. » Mais il précise : « Dans le Sud, nous n'y allons pas. »

Arrivé en août à Kaboul, Thomas bénéficie de l'expérience de plus de vingt-cinq ans de son ONG dans le pays. « Nous sommes douze expatriés français – trois à Kaboul, les autres dans les provinces de Bamiam et Sanmagan, au nord – et nous travaillons avec cent cinquante Afghans. Notre contact permanent avec notre équipe locale, mais aussi avec les populations et les gouverneurs de régions et de districts qui nous connaissent depuis longtemps, est notre meilleur élément de sécurité. » Ce

qui n'empêche pas quelques « mesures élémentaires » de sécurité : « On ne roule pas en 4 x 4, mais en Corola banalisée, on ne circule pas à pied, ni en taxi et on utilise des moyens de communications. » Et les expatriés habitent tous ensemble et paient des gardiens (pas des gardes).

Et demain ? « Nous ne changeons rien : profil bas, discrétion. » Thomas ne veut pas parler de l'enlèvement du journaliste italien, ni de celui des deux Français : « Depuis longtemps, on sait que les militaires de l'Isaf ne sont pas les seules cibles possibles. Si la sécurité de nos collaborateurs ou la nôtre devient impossible, on partira. » Pour l'instant lui et son ONG restent.

Bruno BESSON

(\*) Spécialisée dans la sécurité alimentaire et l'eau et l'assainissement.

Pas de mesures particulières. Les gendarmes français devant l'ambassade de France à Kaboul attendent seulement une escorte.

(Photo NR)